



Comme la vrille de la vigne
permet à la plante de s'accrocher au mur ou au fil.



La Vrille s'accroche et résiste.

LA VRILLE - Willy Cretegy - 079 626 08 25 - Case postale 171 - 1242 Satigny - info@lavrille.ch

NOUS SOMMES EN PLEINE GUERRE ÉCONOMIQUE.

Notre politique économique actuelle participe entièrement à la guerre économique qui se joue au niveau mondial.

L'objectif de croissance et de compétitivité engendre une concurrence de plus en plus destructrice pour les communautés et les nations. La politique suisse et le Conseil Fédéral sont aujourd'hui occupé à presque 100% pour le développement de cette dernière et pour éteindre les incendies qu'elle allume elle-même...

Depuis 1990 nous sommes passés de 2 accords de libre-échange à 27 accords, non compris l'accord que le CF va signer en juillet avec la Chine. En plein débat sur la concurrence fiscale on oublie de dire que ces accords ne sont rien d'autres que des accords de défiscalisation. Bien sur on rétorquera que ça va avantager nos industries d'exportation. Ces dernières vont vendre plus facilement leurs machines ou leurs montres en Chine car elles bénéficieront d'un abaissement des droits de douane, ce que n'auront pas les entreprises des autres pays d'Europe. Pour le moment, bien entendu.

On peut également se poser la question de savoir si nos entreprises en ont réellement besoin. Ces dernières tournent actuellement à plein régime. Elles se plaignent de ne pas trouver en Suisse la main d'oeuvre nécessaire qui leur permettrait de répondre à la demande. Raison pour laquelle elles soutiennent que nous devons ouvrir encore plus nos frontières pour la main d'oeuvre étrangère...C'est là où il faut se demander à quoi ça sert. Car si pour permettre le développement de nos industries d'exportation, nous devons accueillir encore plus de monde. Que pour accueillir ces milliers de personnes il faut plus de route, plus d'école, plus de train, plus de déclassement des terres agricoles. Ces plus risquent bien de se traduire en plus de moins pour la population du pays.

Car, et c'est là que je veux en venir. Si la Chine accorde à nos industries un abaissement, non négligeable, de ses droits de douane, en échange nous devons nous abaisser au maximum les nôtres pour les produits chinois.

Cela signifie de lourdes pertes fiscales, donc moins de moyen pour nos infrastructures. Ces derniers jours les chambres fédérales ont proposé de remonter la TVA pour alimenter les caisses du fond d'investissement pour les infrastructures routières et ferroviaires.

Est-ce que nos politiques se rendent compte que les chinois ont déjà acheté une bonne partie des infrastructures portuaires européennes. Que répondront-ils à nos petites et moyennes entreprises quant elles devront fermer leurs portes comme les fabricants de textiles l'ont déjà fait et ceux des panneaux solaires le font aujourd'hui ?

De même, sur le plan financier, notre industrie bancaire en s'aventurant sur ce terrain de la concurrence et de la compétitivité pour ne pas dire de l'argent facile et frauduleux, entraîne maintenant tout le pays avec elle. Le CF et les Chambres fédérales occupent presque une session entière pour sortir ces derniers de la gonfle dans laquelle ils se sont mis. Là encore il y a la grande question de savoir si on leur permet de soustraire des impôts, les amendes qui vont leur être infligée par les autres pays.

Au CF et au parlement nous disons STOP ! Ce que nous leur demandons, c'est de ne plus participer d'une manière ou d'une autre à cette guerre économique et fiscale. Pour cela, ils doivent impérativement mettre un terme à cette politique de défiscalisation des échanges de marchandise. La Suisse ne doit en aucun cas signer un accord de libre-échange avec la Chine. Nous devons signer des accords pour faciliter les procédures douanières mais tout en conservant la fiscalité qui doit y être perçue.



Ces rentrées douanières représentent un important revenu pour les caisses fédérales, ce sont elles qui doivent participer à la modernisation et l'adaptation de nos infrastructures. La classe moyenne suisse qui est aussi un important contributeur devrait s'intéresser de plus près aux conséquences des accords de libre-échange.

La Vrille Satigny 2013

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE AVEC LA CHINE

L'incroyable silence des défenseurs de l'économie locale et de la société civile.

La Suisse annonce en grande pompe la prochaine signature d'un accord de libre-échange avec la Chine. Il est clair qu'il est de la responsabilité première de notre gouvernement d'ouvrir des portes et de défendre à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières le *Swiss made*. Le commerce international n'est pas possible ou extrêmement risqué quant il est pratiqué hors de toute garantie et convention. C'est là le rôle de notre diplomatie de préparer le terrain afin que nos industries bénéficient d'un cadre établi au plus haut niveau.

Maintenant on peut souhaiter que la Suisse oriente sa diplomatie économique en n'oubliant pas les aspects éthiques, notamment la défense des droits de l'homme et la protection de l'environnement.

Au regard des ces aspects éthiques, on ne peut pas vraiment se réjouir ou même se féliciter d'être le premier pays européens à signer un accord de libre-échange avec la Chine. Et ce ne sont pas les quelques bribes de notre Conseiller Fédéral, M. Johannes Schneider-Ammann, à propos du respect des droits de l'homme qui vont nous rassurer.

Mais, et c'est déjà une surprise, pas une ong ou un syndicat ou encore un parti de gauche pour émettre ne serait-ce que des réserves à propos de ces garanties.

Non, le plus surprenant est qu'à l'heure ou la planète entière débat de la fiscalité, il n'y ait pas une critique de cet accord.

Car comme relevé plus haut, ce n'est pas le fait de passer des accords qui dérange, c'est le fait que ce soit un type d'accord particulier puisqu'il s'agit d'un accord de libre-échange. Comment peut-on passer relativement facilement, et surtout sans réaction négative, un accord dont la principale mesure va être d'abaisser la fiscalité de l'échange. Car les négociations qui l'ont précédé ont porté essentiellement sur la limitation ou la suppression des entraves au commerce. Et ce qui semble gêner le plus le commerce, ce sont les taxes douanières qui, aujourd'hui, sont considérées comme étant des entraves à ce dernier.

Il est très important de bien comprendre la légitimité de la fiscalité de l'échange. Si on produit dans un pays, il y a une plus-value en terme d'emploi, donc des salaires, donc de la fiscalité. Les personnes qui ont un emploi ne sont pas dépendante de l'Etat, mais au contraire peuvent contribuer à la caisse commune. Si on importe de la marchandise produite dans un pays étranger, il est légitime de prélever un impôt pour que ces produits qui vont utiliser nos infrastructures pour être commercialisés y contribuent également. Les accords de libre-échange incitent la production à se déplacer vers les pays à bas coûts. Il est donc nécessaire pour éviter de la concurrence déloyale vis à vis de la production locale d'y ajouter une taxe pour que le produit importé ne soit pas vendu à un prix inférieur aux coûts de production locaux. On exige, par exemple, d'une entreprise étrangère devant exécuter un mandat dans notre pays qu'elle paie ses ouvriers aux mêmes conditions que la main d'œuvre locale. Donc on reconnaît qu'il y a concurrence déloyale dans le cas où nos conventions collectives ne sont pas respectées. Mais qu'elle est la différence, en terme de concurrence déloyale, entre le non respect de nos conventions collectives de travail et l'importation de produits fabriqués par des enfants en Chine ? Eh bien, il y a justement une différence de taille. Les employés exploités sous notre toit ça se voit et ça dérange notre bonne conscience, mais des produits importés à bas prix nous permettent de consommer bon marché sans avoir l'insoutenable sous nos yeux. L'exemple des usines d'habits au Bangladesh en est un bel exemple et devrait nous faire réfléchir. Car si la production textile européenne s'est soudain déplacée vers des pays à bas coût c'est simplement parce que la décision européenne, en 2005, d'abaisser les droits de douane pour ce type de produit a créé l'effet escompté. L'abaissement des taxes crée un potentiel de profit gigantesque qui encourage la délocalisation d'une partie de la production.



Si l'on prend l'exemple de la Suisse, selon la direction des douanes, les droits de douane, avec 23,8 milliard encaissés en 2012, représentent 35% des entrées dans la caisse fédérale. Cette dernière dit ceci : « Pour des finances saines, la douane encaisse plus d'un tiers de l'ensemble des recettes de la Confédération ». Mais elle ajoute encore : « 5 milliards d'impôts sur les huiles minérales : finance ainsi le développement du réseau routier et d'autres projets d'infrastructure ».

Il est donc temps de s'interroger sur la nécessité de cet accord, ses effets, mais également sur, qui sont les réels bénéficiaires et aussi les perdants.

Notre industrie d'exportation a le vent en poupe, son carnet de commande est passablement bien rempli. Cela est surtout vrai pour l'horlogerie, l'ingénierie et les machines outils entre autres. On peut donc dire que ces entreprises n'ont pas besoin d'un accord de libre-échange pour faciliter leurs exportations, tout au plus, elles ont besoin d'un accord sur les modalités de l'application des mesures fiscales et techniques à la frontière. Il s'agit, non pas de supprimer les exigences et les droits de douane, mais de faciliter l'exécution de manière à gagner du temps.

L'abaissement des droits de douane prélevé par la Chine sur les produits suisse qu'elle importe va créer une perte fiscale pour l'Etat Chinois, mais un gain pour les importateurs qui vont pouvoir se faire une marge plus importante. Idem pour les produits chinois importés en Suisse, les importateurs vont gagner plus d'argent. Cet argent qui ne va pas dans la caisse de la Confédération, représente une part de ce que nos douanes encaissent aujourd'hui. Pour les industriels et les distributeurs suisses s'ouvre un potentiel de profit qui va les inciter à délocaliser et importer encore plus. La liste des fortunes colossales constituées en peu de temps par le libre-échange confirme qu'il y a là un réel potentiel. En Suisse c'est le patron d'IKEA, un des hommes les plus riche du pays, qui est l'exemple type de ceux qui profitent de l'abaissement des droits de douane.

Mais qui sont ces perdants qui ne s'expriment pas du tout à l'annonce de cet accord ? Cet accord, comme d'autres auparavant, va nous faire perdre une part, non négligeable, de fiscalité. Hors la Suisse a, pour les années à venir, des ambitions en matière d'infrastructure qui sont énorme. Il s'agit de poursuivre la modernisation et la densification du réseau des transports publics et routiers, le vieillissement de la population va entraîner une augmentation des coûts liés à la santé. Si nous voulons une économie qui reste performante, il s'agit d'envisager également des gros investissements dans la recherche et la formation. Pour cela il faut de l'argent, beaucoup d'argent...

Et voilà que notre gouvernement met toute son énergie dans des accords qui vont priver les caisses fédérales d'une manne légitime et indispensable aux investissements futurs.

Une autre grande perdante va être notre économie interne, nos producteurs, nos commerçants, nos artisans qui travaillent essentiellement avec le marché suisse. Ceux-ci vont être concurrencé par des produits meilleurs marchés, car produit selon des exigences sociales et environnementales ne répondant pas à notre volonté d'excellence. Cet accord va également constituer une concurrence déloyale en matière fiscale.

Au final, ce sont tous les citoyens du pays et l'économie locale qui devront assumer, par leurs impôts, la charge de la Confédération. On défiscalise à la frontière et on augmente la charge fiscale à l'interne. On multiplie les taxes pour tous ceux qui gagnent avec l'économie locale. Les prix des billets de train augmentent bientôt tous les ans, la vignette autoroutière va augmenter, il faut payer son sac poubelle qu'il faut apporter soi-même à la déchetterie parce que les communes doivent économiser, on augmente le nombre d'élève dans les classes.

Nous sommes tous fiers des succès de notre horlogerie et de notre industrie d'exportation en général, mais l'exportation doit être le résultat d'une bonne politique économique à l'interne. Nous devons refuser que l'exportation devienne un objectif pour lequel nous sommes prêt à sacrifier des pans entiers de notre économie locale. Ce sont les entrepreneurs qui produisent localement qu'il faut privilégier avant tout.